

[Text]

Much has been written about federal support for R&D in Canada, in the efforts of the government to more or less double the R&D effort, thereby bringing the Canadian R&D ratio of GNP up to the level of the other OECD nations. At present, the major Canadian incentive is the R&D tax credit, which has been judged to be of little value by about half of the business community in a recent Conference Board survey. Although the concept is commendable, the administration is awkward, placing Revenue Canada in a position of trying to judge what is R&D to give companies a tax saving, a clear conflict with their mandate to collect taxes. Much has also been written about the lack of government contract opportunities for technology development, since Canada has a very limited defence R&D program, which is that major source of R&D contracts in the United States and the United Kingdom. For almost 20 years, the government has talked about additional contracting out of R&D as an alternative to expanded in-house R&D programs, but the policy has been difficult to implement. Some of these concepts need to be revisited as we feel that these are valid methods to encourage R&D and the development of technological capability in the Canadian industrial and university sector.

Commercialization of R&D can also be promoted further by government procurement policy, a tool which has never been used fully in the strategic sense in Canada. In defence procurement, off-sets have been regularly used to stimulate the Canadian defence production industry. A similar policy could be designed for the procurement of environmental protection technologies by the various levels of government in Canada. This could add strength to the Canadian service industry, providing services to government clients in Canada and in foreign countries. By selecting appropriate niches relevant to our needs, we could develop and market environmental protection technology world-wide.

Special incentives could be considered by R&D into environmental matters that pertain directly to sustainable development in the industrial sector, or in sectors of industry where the development can be applied to the greater public good, such as technological development aimed at reducing the vast quantities of municipal solid waste committed irreversibly to landfill. At present, there is a fast write-off provision for environmental improvement projects, but in fact the write-off is only marginally faster than the write-off obtained for many other types of business investment. The rate of write-off should clearly be increased to encourage more business investment in improving the environment.

[Translation]

Il s'est écrit beaucoup de choses à propos de l'aide fédérale à la R&D au Canada, notamment en ce qui concerne les mesures prises par le gouvernement pour plus ou moins doubler les efforts de R&D au Canada et porter leur ratio par rapport au PNB au niveau de celui des autres pays de l'OCDE. À l'heure actuelle, le principal stimulant est le crédit d'impôt pour la recherche scientifique et le développement industriel, qu'environ la moitié des gens d'affaires ne jugeraient pas très intéressant, selon un sondage récent du *Conference Board*. Même si son principe est louable, il est difficilement applicable, compte tenu que Revenu Canada est obligé de définir s'il s'agit vraiment de travaux de R&D avant d'approuver un allègement fiscal, ce qui va à l'encontre de son mandat qui est de percevoir des impôts. On a aussi abondamment critiqué le petit nombre de contrats gouvernementaux susceptibles de favoriser le développement technologique, le programme de R&D en matière de défense étant fort restreint au Canada, alors qu'il est une principale source de contrat de R&D aux États-Unis et au Royaume-Uni. Depuis près de 20 ans, le gouvernement parle de confier davantage de contrats à des entreprises externes plutôt que d'augmenter ses propres programmes de R&D, mais cette politique n'est pas facile à mettre en oeuvre. Certains de ces principes doivent être remis en cause, car ce sont, à notre avis, des moyens efficaces pour encourager la R&D et le développement du potentiel technologique en milieu industriel et universitaire.

On peut aussi encourager la commercialisation des travaux de R&D par l'intermédiaire de la politique d'achat du gouvernement, moyen qui n'a jamais été exploité pleinement dans l'optique d'une stratégie au Canada. Dans le secteur des contrats de défense, les programmes compensatoires ont généralement été utilisés pour stimuler l'industrie canadienne de la production de défense. On pourrait suivre la même politique en ce qui concerne l'achat, par les divers paliers de gouvernement du Canada, de technologies axées sur la protection de l'environnement. On pourrait ainsi renforcer l'industrie des services et accroître les prestations du gouvernement du Canada à ses clients canadiens et étrangers. En choisissant des secteurs de recherche qui correspondent à nos besoins, nous pourrions mettre au point et vendre des techniques de protection de l'environnement utilisables dans le monde entier.

On pourrait confier à des équipes de R&D certains projets spéciaux à incidence environnementale directement liés au développement durable dans l'industrie, ou dans des secteurs de l'industrie où les résultats des travaux pourraient servir au mieux être de la collectivité. Ainsi, on pourrait essayer de trouver des moyens de réduire l'important volume de déchets solides municipaux qui sont irréversiblement enfouis. À l'heure actuelle, les projets visant l'amélioration de l'environnement peuvent être amortis plus rapidement que les autres types d'investissement, mais l'écart dans le rythme d'amortissement est trop faible. Il faudrait absolument l'accélérer davantage pour encourager les